

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

COTISATIONS ET SUBVENTIONS EN FAVEUR DE DIVERSES ASSOCIATIONS

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	8
Annexe 1 : Fiche projet - Amicale des anciens conseillers régionaux	9
Annexe 2 : Fiche projet - AMIF	12
Annexe 3 : Convention - AMIF	15

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport propose d'accorder un soutien financier à l'activité générale de 5 organismes dont l'action intéresse tous les secteurs d'intervention de la Région.

1 - Amicale des anciens conseillers régionaux Île-de-France (CRIDF)

L'Amicale des anciens conseillers régionaux Île-de-France, créée en 1996, a pour objet de maintenir les relations entre les anciens membres du conseil régional, d'assurer, le cas échéant, certaines actions de solidarité et d'entraide et de conserver des liens avec les élus en exercice.

Je vous propose de verser une subvention de **7 000 €** au titre de l'exercice 2023 (adhésion par délibération n° CP 00-791 du 07 décembre 2000).

2 - Association des Maires Île-de-France (AMIF)

L'Association des maires Île-de-France a pour but de répondre aux attentes des communes franciliennes, en quête d'une structure de concertation et d'information à l'échelon régional.

Je vous propose de verser une subvention de **30 000 €** au titre de l'exercice 2023 (adhésion par délibération n° CP 02-12 du 07 février 2002).

3 - Assemblée des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER de France)

Lieu d'échanges entre les présidents des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux. Cette association assure la promotion de leurs travaux et pratiques respectives. Elle est le lien avec le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) et avec leurs représentants auprès des instances régionales, interrégionales et nationales, communautaires et européennes et effectue des études d'intérêt commun.

Pour la région Île-de-France, le relais de cette association s'avère particulièrement utile, notamment dans le cadre des travaux menés sur la contribution de l'intercommunalité à l'action régionale.

Je vous propose de verser une cotisation de **8 000 €** au titre de l'exercice 2023 (adhésion par délibération n° CP 00-791 du 07 décembre 2000).

4 - Association des médiateurs des collectivités territoriales (AMCT)

Le Conseil régional d'Île-de-France a créé, par délibération du 25 avril 2013, un poste de médiateur régional. L'association des médiateurs des collectivités territoriales (association loi de 1901) a, quant à elle, été créée le 16 mai 2013. Elle regroupe les médiateurs des villes et de leurs groupements, des départements ainsi que des régions.

Je vous propose de verser une cotisation de **2 000 €** au titre de l'exercice 2023 (adhésion par délibération n° CP 14-491 du 24 septembre 2014).

5 - Société Française d'évaluation (SFE)

La SFE (Société Française d'évaluation) rassemble des professionnels, chercheurs, agents de la fonction publique et consultants versés dans l'évaluation des politiques publiques. Elle propose des espaces d'échanges, de réflexion et de production dans le cadre de groupes de travail


thématiques, de réseaux et de clubs régionaux. Les travaux de recherche donnent lieu à des publications. La SFE a défini les principes spécifiques de l'évaluation dans une Charte adoptée en 2006 qui constitue une référence pour les acteurs intervenant dans ce domaine.

Je vous propose de verser une cotisation de **1 450 €** au titre de l'exercice 2023 (adhésion par délibération n° CP 2019-394 du 17 octobre 2019).

Les crédits nécessaires pour ces cinq cotisations et subventions s'élèvent à **48 450 €**. Ils seront prélevés sur l'autorisation d'engagement disponible, qu'il vous est proposé d'affecter pour ce montant, sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 020 « administration générale de la collectivité », programme HP 020-007 « subventions et cotisations à divers organismes », action 10200701 « subventions et cotisations à divers organismes » du budget 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

COTISATIONS ET SUBVENTIONS EN FAVEUR DE DIVERSES ASSOCIATIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CP 00-791 du 07 décembre 2000 relative à l'individualisation de subventions en faveur de divers organismes

VU la délibération n° CP 02-12 du 07 février 2002 relative à l'adhésion à l'association des maires d'Île-de-France (AMIF) ;

VU la délibération n° CP 14-491 du 24 septembre 2014 à l'adhésion à l'association des médiateurs des collectivités territoriales (AMCT) ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative 100 000 stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CP 2019-394 du 18 septembre 2019 relative aux affectations provisionnelles d'autorisation d'engagement sur le chapitre 930 « service généraux » 2^{ème} rapport 2019 – adhésions IFACI et SFE - Admission en non-valeur ;

VU la délibération n° CR 2021-039 modifiée du 2 juillet 2021 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget 2023 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-283 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de soutenir le fonctionnement de l'amicale des anciens conseillers régionaux d'Île-de-France pour l'année 2023 par le versement d'une subvention conformément à la fiche projet figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **7 000 €** au profit de CDRIF, disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 020 « administration générale de la collectivité », programme HP 020-007 « subventions à divers organismes », action 10200701 «

divers organismes » du budget 2023.

Du projet de délibération comme suit : ' décide d'accorder une dérogation à la mesure « 100 000 stages » à l'Amicale des anciens conseillers régionaux d'Île-de-France pour le versement de ladite subvention.

Article 2 :

Décide de soutenir le fonctionnement de l'association des maires Île-de-France (AMIF) pour l'année 2023 par le versement d'une subvention conformément à la fiche projet figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente à signer la convention présente en annexe 3 à la présente délibération.

La subvention est prise en compte à compter du 1^{er} janvier 2023, par dérogation au règlement budgétaire et financier (RBF) de la région Île de France afin de permettre le démarrage anticipé

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **30 000 €** au profit de l'AMIF, disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 020 « administration générale de la collectivité », programme HP 020-007 « subventions à divers organismes », action 10200701 « divers organismes » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 :

Décide le versement de la cotisation à CESER de France, Assemblée des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux de France, au titre de l'année 2023.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **8 000 €** au profit du CESER de France, disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 020 « administration générale de la collectivité », programme HP 020-007 « subventions à divers organismes », action 10200701 « divers organismes » du budget 2023.

Article 4 :

Décide le versement de la cotisation à l'association des Médiateurs des collectivités territoriales (AMCT), au titre de l'année 2023.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **2 000 €** au profit de l'AMCT, disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 020 « administration générale de la collectivité », programme HP 020-007 « subventions à divers organismes », action 10200701 « divers organismes » du budget 2023.

Article 5 :

Décide le versement de la cotisation à la société française d'évaluation (SFE) au titre de l'année 2023.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **1 450 €**, disponible sur le chapitre 930

« services généraux », code fonctionnel 020 « administration générale de la collectivité », programme HP 020-007 « subventions à divers organismes », action 10200701 « divers organismes » du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiche projet - Amicale des anciens conseillers régionaux

**DOSSIER N° 23005940 - SUBVENTIONS 2023 AMICALE DES ANCIENS CONSEILLERS REGIONAUX
IDF**

Dispositif : Subventions à divers organismes (n° 00000616)

Imputation budgétaire : 930-020-65748-102007-500

Action : 10200701- Subventions et cotisations à divers organismes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions à divers organismes	7 000,00 € HT	100,00 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENS CR
IDF

Adresse administrative : 33 RUE BARBET DE JOUY
75007 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Serge LAGAUCHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 -

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'Amicale des anciens conseillers régionaux d'Île-de-france créée le 13 mars 1996, a pour objet de maintenir les relations entre les anciens membres du conseil régional, d'assurer le cas échéant, certaines actions de solidarité et d'entraide et de conserver des liens avec les élus en exercice.

En raison de la crise sanitaire des trois dernières années, le programme d'activité socio-culturelles a été un peu limité.

A la suite du renouvellement du conseil régional, les conseillers régionaux dont le mandat n'a pas été reconduit pourront adhérer à l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2022	7 000,00 €
2021	7 000,00 €
2020	7 000,00 €

Annexe 2 : Fiche projet - AMIF

DOSSIER N° 23005912 - AMIF SUBVENTION 2023

Dispositif : Subventions à divers organismes (n° 00000616)

Imputation budgétaire : 930-020-65748-102007-500

Action : 10200701- Subventions et cotisations à divers organismes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions à divers organismes	30 000,00 € HT	100,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMIF ASS DES MAIRES IDF

Adresse administrative : 26 RUE DU RENARD
75004 PARIS 04

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Stéphane BEAUDET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 juin 2023 - 28 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : tenue du salon des maires d'Îles de France le 27 et 28 juin 2023 à la porte de versailles.

Description :

L'Association des maires Île-de-France (AMIF) créée en 1990, a pour but de répondre aux attentes des communes franciliennes, en quête d'une structure de concertation et d'information à l'échelon régional.

Forte de sa représentativité et de sa structure interdépartementale, qui lui confère un rôle de porte-parole des maires de l'Île-de-France dans le débat régional, elle est l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et le chef de file de l'identité francilienne.

L'AMIF ne manque pas de faire participer les élus régionaux à ses différents travaux, commissions, colloques, débats, visites de terrain et d'assurer la visibilité de la région à travers l'ensemble des documents qu'elle émet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
🏠 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2022	30 000,00 €
2021	30 000,00 €
2020	30 000,00 €

Annexe 3 : Convention - AMIF

CONVENTION
Relative au soutien de la région Île-de-France
à l'association des Maires Île- de- France

La Région Ile-de-France représentée par sa Présidente,
Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP2023-283 du 5 juillet 2023.
Ci-après dénommée la « Région »

d'une part

et

L'Association des Maires de l'Île-de-France (A.M.I.F)
Association loi de 1901 à but non lucratif
Dont le siège est situé 26 rue du Renard, 75004 Paris
Représentée par Monsieur Stéphane BEAUDET en sa qualité de Président
Ci-après dénommée l'AMIF.
N° de Siret : 388 139 693 00021

d'autre part

PREAMBULE

Après avoir rappelé que :

L'AMIF est une association d'élus pluraliste répondant aux attentes des communes franciliennes, en quête d'une structure de concertation et d'information à l'échelon régional. Elle assure un rôle de représentation des élus locaux et participe au dynamisme régional.

Sa représentativité et sa structure interdépartementale lui confèrent un rôle de porte-parole des Maires Île-de-France dans le débat régional.

L'A.M.I.F. intervient comme un interlocuteur privilégié sur les grandes questions qui conditionnent l'avenir de la région, voire du pays.

La Région Île-de-France est donc le partenaire naturel de l'A.M.I.F. La marque Île-de-France, fédératrice et porteuse de sens est valorisée à travers l'ensemble des actions de l'association.

SONT CONVENUS CE QUI SUIT :

ente

ARTICLE 1. – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Région et l'AMIF pour l'organisation des assises de l'A.M.I.F. qui se tiennent tous les ans, sur trois jours.

L'action soutenue correspond à la description suivante : les Assises et autres conférences ou manifestations. Outre le moment fort des Assises, l'AMIF favorise des rencontres avec la Région sous forme de petits déjeuners de travail, colloques, visites de terrain.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DE L'AMIF

L'AMIF s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires et à :

- Porter à la connaissance de la présidente de la région toute modification concernant les statuts de l'organisme ;
- Communiquer à la région :
 - Le nom et les coordonnées du président et du ou des commissaires aux comptes
 - La composition du Bureau et du conseil d'administration
 - Le rapport annuel d'activité accompagné des pièces comptables fournies par le cabinet comptable de l'A.M.I.F.
 - Bilan financier
 - Compte rendu d'exécution.
- En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'AMIF s'engage à recruter au moins 1 stagiaire pour une période minimale de deux mois par année d'exécution de la présente convention.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'A.M.I.F EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, l'AMIF s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées au Assises ou autres conférences ou manifestations qui seront envisagées d'un commun accord entre la région et l'A.M.I.F.

Cette contribution prendra la forme de la mention « en partenariat avec la région Île-de-France » et l'opposition du logo de la région (conformément à la charte graphique régionale).

Elle prendra notamment les formes suivantes pour tous les événements de relations publiques et opérations de médiatisation conjointement organisée :

- Présence physique sur les manifestations ou colloques organisés conjointement
- Diffusion de documentation à l'entrée
- Logo de la Région sur les panneaux
- Signalétique et conférences de presse qui associent la Région
- Logo de la Région sur les cartons d'invitations aux ateliers, conférences et colloques des Assises
- Insertion du logo de la Région sur les dossiers de presse, affiches et autres documents
- Invitation des conseillers régionaux aux déjeuners organisés lors des Assises régionales et mise à disposition d'invitations pour les acteurs régionaux conformément à une liste préalablement établie

- Mise à disposition pour la Région d'un stand de 20m² aménagés aux Assises lors du salon de la Nouvelle Ville

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.
Les photos pourront aussi être utilisées librement par la Région.

ARTICLE 4. – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement les Assises de l'AMIF et toutes autres manifestations organisées conjointement par le versement d'une subvention dont le montant s'élève à 30 000 €.

ARTICLE 5. – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom de l'organisme

Ouvert à :	La Banque Postale
Etablissement :	20041
Code guichet	00001
N° compte :	0108009G020
Clé RIB	23

Cette subvention sera mandatée en un seul versement dès la notification de la convention.

ARTICLE 6. – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé par la commission permanente du conseil régional Île-de-France.

ARTICLE 7. – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à l'A.M.I.F. A savoir le 05 juillet 2023. Les dépenses éligibles à l'attribution de la subvention sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2023, par dérogation au règlement budgétaire et financier (RBF) de la région Île de France. Elle expire après agrément par la région du compte-rendu d'exécution et du bilan financier, lesquels doivent être remis au plus tard trois mois après la prise d'effet de la présente convention. Sans observations de la région dans un délai de deux mois à compter de leur réception, ces documents sont réputés tacitement agréés.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, l'A.M.I.F. n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

ARTICLE 8. - RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de la réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la région.

Fait en 3 exemplaires originaux à Paris, le 5 juillet 2023

Pour l'A.M.I.F.
(Signature et cachet)
Le Président,

Pour la Région Île-de-France
(signature et cachet)
La présidente du conseil régional
Île-de-France